

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 23 (1931)
Heft: 6

Artikel: L'U.R.S.S. en 1930
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383819>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

	Syndicats	Membres
Les transports et trafics	68	127,956
Fabrication des machines	64	103,025
Industrie textile	21	14,923
Chimie	61	11,365
Gaz et électricité	12	10,175
Mines	15	6,212
Bâtiment	20	2,275

Dans la confusion des mouvements de scissions, de « voies à suivre » de paroles à gauche, l'Union syndicale japonaise (Sodomei) représente le pôle le plus calme. Il oppose avec une froide réserve un front uniforme à ceux du centre et à ceux de gauche. Grâce à cette attitude, il est parvenu, jusqu'à un certain point du moins, à se mettre en garde contre les luttes intestines et les mouvements de scission. L'ordre du jour de son dernier congrès qui eut lieu à Osaka en novembre dernier et auquel assistèrent 352 représentants, permet de prévoir la conclusion appropriée de sa politique. Le congrès s'est occupé de l'organisation de tribunaux du travail, de la nomination de juges, versés dans le mouvement social et politique des ouvriers, de la réforme des bureaux officiels de placement, de la création d'une loi syndicale complète et d'une loi sur les salaires minima, de l'opposition contre l'étatisation des services téléphoniques et avec d'autres questions encore. En outre, l'Union syndicale s'est prononcée pour une réglementation collective des salaires et entend défendre les revendications de salaires par négociation. Toutes ces revendications, considérées au point de vue syndical de l'Europe occidentale, paraissent bien modestes. Elles le sont certainement, mais non pas pour le Japon, où le fait d'exprimer une revendication pour la classe ouvrière est considéré déjà comme une manœuvre révolutionnaire.

L'U. R. S. S. en 1930.

I.

Bien que le régime des soviets nous ait offert depuis plusieurs années le spectacle d'événements étonnants, il semble que l'année 1930 ait été plus particulièrement féconde en épisodes extraordinaires. Certains de ces faits, comme le progrès industriel, ne devaient pas prendre au dépourvu ceux qui suivent attentivement le développement de cet immense pays, aux ressources encore très imparfaitement connues; mais, il n'en a pas été de même pour beaucoup d'autres, parmi lesquels la collectivisation des fermes paysannes et la disparition presque soudaine du chômage. Nous avons tenté dans les quelques lignes qui suivent de donner en raccourci un tableau des événements les plus marquants, laissant de côté tout ce qui ne sortait pas de l'ordinaire.

Un si bref exposé suffira à montrer avec la plus grande évidence toute l'ampleur des transformations qui se sont produites au cours de cette période de 12 mois dans la situation intérieure de l'Union soviétique et dans le rôle qu'elle se destine à jouer dans l'économie et la politique mondiales.

Nous chercherons tout d'abord à dégager les principaux mouvements de la politique intérieure. Ils sont la suite plus ou moins logique de toutes les discussions passionnées qui se déroulent surtout depuis deux ans dans le sein du parti communiste. On ne saurait en trouver d'image plus frappante que les paroles prononcées par *Staline* à la Conférence des agrariens marxistes vers le premier janvier: « Si nous nous en tenons encore à la NEP, nouvelle politique économique, a-t-il dit, c'est parce qu'elle est utile à la cause du socialisme; mais quand elle cessera d'être utile à cette cause, alors nous l'enverrons au diable! » C'est avec quelques années de retard et sous une forme atténuée la formule de l'opposition de gauche vers 1925: « Le porc NEP est gras à lard, il est temps de le tuer ».

Or, la NEP c'était le compromis temporaire avec les forces capitalistes pour obtenir un premier relèvement économique et pour assurer à nouveau la liaison des villes et des campagnes, complètement disparue à la fin de la guerre civile; c'était un cadeau, un *modus vivendi* passé avec tous ceux qui, plus ou moins directement, préconisaient l'emploi des méthodes de conciliation démocratique à l'égard de la masse énorme des paysans et des éléments bourgeois dans les villes.

C'est justement contre ces tendances qu'a été dirigée cette année, la politique du parti dirigeant. Il a estimé que les tenants les plus convaincus de la NEP avaient dépassé la phase dans laquelle ils étaient encore utiles au socialisme. Et, la directive tacite de cette politique a été: « Malheur aux tièdes et sus aux ennemis déclarés ».

Parmi les tièdes se rangent les communistes de droite et les intellectuels.

L'opposition de droite a été complètement annihilée, intellectuellement, sinon physiquement. Elle avait jusqu'ici tablé sur l'insuccès de la politique agraire du Comité central du Parti communiste. Celui-ci ayant joué le va-tout de la collectivisation accélérée a gagné la partie, la récolte ayant été bonne. Cette victoire économique a désarmé les communistes de droite. Leurs tentatives de se rattraper sur l'insuccès partiel de l'industrie ont échoué après les événements du procès *Ramzine*. Le Comité central, grâce aux déclarations des accusés, a pu fournir l'explication que, s'il y avait eu des lacunes dans la production industrielle, elles étaient dues au sabotage d'éléments contre-révolutionnaires.

Les droitiers et leurs proches (le bloc droite-gauche de *Syrtsov*), battus à plate-couture sur le terrain idéologique se sont vus retirer les derniers atouts politiques qu'ils détenaient encore.

On a fendu l'oreille à la plupart d'entre eux: les deux cas les plus typiques sont ceux de *Syrtsov* et de *Bykov* surtout, le premier président du Conseil des commissaires du peuple de la R. S. F. S. R. et le second, président du commissaire du peuple de l'U. R. S. S. ainsi que du Conseil du travail et de la défense. Mais, à côté de l'éclipse de ces étoiles de première grandeur, il y en a beaucoup d'autres. Le seul Conseil des commissaires du peuple de l'U. R. S. S. a été en grande partie remanié: sur une quinzaine de commissaires, neuf ont été remerciés ou changés de poste. Fait peut-être encore plus significatif, les milieux auxquels est confié l'élaboration des plans (annuels, quinquennal et général) de l'Etat, ont également subi une sérieuse épuration dirigée contre les personnalités qui se montraient réticentes devant une nouvelle accélération du rythme de développement économique. Enfin, le Conseil central des syndicats professionnels, déjà amputé de son chef *Tomsky*, depuis l'an passé, a vu son bureau complètement transformé au moment du XVI^e Congrès du Parti communiste qui a complètement mis hors de cause tous les leaders de la droite.

Celle-ci se trouvant ainsi décapitée, les communistes de gauche sont, sinon rentrés en faveur, tout au moins admis à nouveau à donner leur avis, quand ce ne serait que pour des questions techniques. Dans le cas *Karl Radek*, la confiance est plus marquée: il a pu reprendre son activité de publiciste et lancer à nouveau des diatribes enflammées contre les pays capitalistes.

Quant aux intellectuels, ils ont été constamment sur la sellette. Dès les premiers jours de 1930, le personnel technique de l'industrie recevait un premier avertissement du commissaire du peuple *Kouibychev*, alors président du Conseil supérieur de l'économie nationale, lequel, à une réunion des ingénieurs et des agents techniques, prononça des paroles de menace contre les « saboteurs ». Peu après, en Ukraine, des intellectuels étaient accusés de contre-révolution et condamnés après le long procès de Kiev à des peines très sévères. Dans les mois qui suivirent se produisit une épuration extrêmement stricte des divers services et administrations. Tous les hauts fonctionnaires, plus ou moins suspects de manque d'enthousiasme se virent retirer leurs postes: ce fut le cas notamment de nombreux économistes ayant eu des relations avec les partis socialistes. Les deux Académies des sciences, celle de Léninegrad et celle de Kiev, furent surtout soumises à des remaniements plus ou moins volontaires.

Des mesures beaucoup plus graves devaient être prises en automne. Tout d'abord eut lieu l'exécution sans jugement régulier de nombreux intellectuels inculpés dans une affaire de sabotage du ravitaillement de la population en viande (exécution dite des 48). Puis, ce fut le procès du Parti industriel avec le professeur *Ramzine*, l'ingénieur *Laritchev* et de nombreux savants ou techniciens. La publicité donnée aux débats, les manifestations

qui eurent lieu à cette époque, le verdict qui condamnait à mort 8 des accusés — graciés le lendemain — étaient manifestement destinés à galvaniser l'activité des intellectuels qui ne suivaient qu'à contre-cœur le mouvement enthousiaste de développement économique du pays qui devait s'opérer en grande partie aux dépens des éléments bourgeois.

Il serait bon d'ajouter à l'exposé de cette offensive contre les tièdes, les mesures prises contre les agents soviétiques à l'étranger, et qui ont refusé de rentrer en Russie. Le cas le plus bruyant a été celui de M. *Bessedovsky*, secrétaire à l'ambassade de Paris, qui, en janvier 1930, a été condamné à mort par contumace. Des déficiences de ce genre ont été signalées fort souvent.

En ce qui concerne les personnes considérées comme ennemies déclarées du régime, l'attaque a été poussée à fond et sans merci. Mais, c'est encore dans la lutte contre les paysans riches, les koulaks, que la politique de répression a été la plus nette et la plus violente. Pour assurer le succès du mouvement de collectivisation agricole, les biens des paysans riches ont été dans la plupart des cas, partiellement ou totalement confisqués et « récupérés » par les exploitations collectives. Les koulaks eux-mêmes se sont vus exclus des communautés villageoises et très souvent déportés dans des régions éloignées, ou dans des camps de concentration. Il va sans dire que cette lutte a rencontré une résistance acharnée; les paysans riches ont souvent tenu tête aux autorités et cherché à mettre de leur côté, la grosse masse des paysans moyens. Des excès de tout genre ont marqué cette mise en vigueur de la « liquidation des koulaks en tant que classe ». Les deux partis en présence ont échangé des coups de fusil, des fermes ont été incendiées. Puis, quand au début du printemps on s'est aperçu que cette lutte dépassait les bornes prévues et menaçait de dresser contre le gouvernement les paysans moyens, *Staline* a donné, dans un article retentissant paru au début de mars, des conseils de modération. Il n'en reste pas moins que les koulaks, considérés par le régime comme les pires ennemis, ont été fortement malmenés au début de l'année; il serait faux de penser que leur résistance est complètement terminée. A toute occasion elle se fait encore sentir, mais le succès de la récolte leur a enlevé une de leurs meilleures armes, c'est-à-dire leur prédominance sur le marché des céréales.

Les éléments religieux se sont trouvés dans une situation particulièrement critique au début de l'année. Les faits sont patents et reportés tout au long dans la presse soviétique. De toutes parts, fermetures d'églises, de synagogues, de temples et de mosquées; exil — quand ce n'est pas exécution — des desservants, manifestations anti-religieuses. Il serait quelque peu hasardeux de voir là une persécution purement et simplement anti-religieuse; de même qu'il serait exagéré de voir dans les procès

de Kiev ou du Parti industriel une persécution anti-intellectuelle. Tout cela fait partie de la campagne contre les tièdes et les adversaires du régime. Les ministres des différents cultes, prétend-on, ne peuvent être que des contre-révolutionnaires plus ou moins déclarés. Ils sont forcément en relation avec les éléments riches, puisque seuls ceux-ci sont à même de leur fournir des moyens d'existence et les deniers nécessaires au maintien du culte.

La tension qui a marqué la situation intérieure de l'Union soviétique, a pris une forme un peu spéciale dans les minorités patronales: on a assisté dans quelques régions, à une sorte d'explosion de chauvinisme local. Cette tension a abouti en Ukraine au procès de l'Union pour la libération de l'Ukraine, en Asie centrale au procès de Samarkande. Il est à noter que les frictions à l'intérieur du Parti communiste lui-même se sont accentuées grâce à cette teinte de nationalisme local dans toutes les régions qui jouissent d'une certaine autonomie d'après la constitution soviétique. Tant et si bien que Moscou a cru bon de remettre un peu d'ordre dans ces affaires de nationalités et reprendre carrément en mains la direction des affaires intérieures: c'est du moins ce qui explique la suppression à la fin de l'année des commissariats du peuple à l'intérieur dans les diverses républiques, ce qui a permis de concentrer davantage les organes de surveillance politique.

Ce mouvement général de centralisation, nécessaire, dit-on, pour assurer l'exécution aussi rapide que possible du plan quinquennal a trouvé une expression particulièrement nette dans une réforme qui n'a fait aucun bruit à l'extérieur de l'Union et qui est cependant de la plus haute importance: c'est la refonte de l'administration territoriale. De tout le système hérité du tsarisme: départements (gubernia), districts (ouiezd), cantons (évolost), il ne reste plus rien. Déjà, sous l'influence probablement des travaux de régionalisation économique deux grandes régions, celle du nord-ouest — contrée à Leningrad — et celle de Moscou avaient été constituées ces deux dernières années par le groupement de plusieurs forts départements. Peu avant le XVI^e Congrès du Parti communiste, c'est-à-dire, vers la fin du printemps, une question reste constamment à l'ordre du jour des polémiques de presse, la suppression des arrondissements (akrougs) qui existaient surtout en Ukraine et la formation, sur tout le territoire des oblast (provinces) et de rayons (la province pouvant notamment correspondre à une république autonome). Du coup, le nombre des subdivisions territoriales a diminué dans la proportion de 5 à 1. Au lieu de 10,000 districts environ, sur le territoire de la R. S. F. S. R., il n'y a plus que 2000 rayons; au lieu de quelque 90 départements, il ne reste plus qu'une trentaine de régions ou de républiques autonomes. C'est là une opération radicale qui laisse loin derrière elle la suppression de quelques sous-préfectures. Outre la compression des cadres qui doit en résulter les dirigeants

y voient un moyen de se tenir en contact plus étroit avec les soviets de village (au nombre de quelque 50,000) qui sont les organes élus au suffrage direct.

Comme de juste à cette réforme administrative doit correspondre une simplification de la hiérarchie dans les organes du Parti communiste et les syndicats professionnels.

* * *

La situation économique générale au cours de 1930 présente les mêmes caractères de tension que nous avons relevés dans la politique intérieure. L'année tout entière a été consacrée à développer sous toutes les formes possibles le thème nouveau « exécuter le plan quinquennal en 4 ans ».

Il est utile de savoir comment on en est arrivé à cette nouvelle formule qui implique pour toute la nation un effort nouveau s'ajoutant à ceux qu'elle a dû fournir ces deux dernières années sans en apercevoir encore les effets immédiats sur sa situation matérielle.

Tout d'abord, il faut souligner le fait que les dirigeants ont été incités par le développement de la crise économique mondiale à accélérer le rythme de l'industrialisation de l'Union soviétique. Ils estiment que le danger d'une intervention économique, sinon militaire des États capitalistes, contre l'U. R. S. S. se trouve aggravé par l'instabilité qui caractérise la situation économique et partant, politique, du monde entier. D'où, l'idée de réaliser au plus vite la première tranche du programme général d'édification socialiste, c'est-à-dire le plan quinquennal, lequel doit assurer l'indépendance économique de l'U. R. S. S. et par conséquent sa préparation industrielle et technique en cas de conflit armé.

Là, c'est l'instinct de conservation qui parle. Mais, il y a autre chose en Russie actuelle, il y a le désir de faire mieux que le reste du monde et un enthousiasme débordant qui cherche toujours de nouveaux champs d'application. Or, l'année 1930 offrit dès le début des perspectives assez favorables: l'année précédente, le programme industriel avait été dépassé quantitativement, sinon qualitativement. Malgré une récolte médiocre, grâce à l'énergie du Commissariat du commerce, il avait été possible de stocker les blés très rapidement, loin de se reposer sur ces premiers succès, les auteurs du plan annuel 1929/30 (tranche annuelle révisée du plan quinquennal) estimèrent que les prévisions du plan quinquennal pouvaient et devaient être dépassées dans tous les domaines, ce qui s'exprime sous la forme « le plan quinquennal en 4 ans ». Pour commencer on résolut de forcer la collectivisation agricole, afin de mettre le ravitaillement urbain à l'abri des sautes d'humeur de la masse des petits exploitants agricoles qui détenaient jusqu'alors la grande majorité des céréales négociables. Puis on décida d'accélérer le rythme de la production industrielle totale: au lieu d'une augmentation de 21 % prévue

dans le plan quinquennal et de l'accroissement de 25 % réalisé en 1929, il fallait arriver à relever la production industrielle globale de 32 % ! Les grands travaux devaient subir une impulsion énorme et absorber environ 4 milliards de roubles. Les répercussions financières de cette accélération dans le rythme de l'industrialisation étaient assez difficiles à prévoir, mais on espérait pouvoir drainer suffisamment les épargnes et diminuer les frais de production. Enfin, dans le plan social, on comptait apporter un remède à peu près définitif au fléau du chômage.

Tout ceci entraînait donc un effort encore plus considérable que celui déjà prévu par le plan quinquennal. La suite des événements a démontré que les dirigeants avaient trop présumé des forces du pays. Et en effet, quel a été le résultat général de l'application du plan annuel ? Malgré toute l'énergie des dirigeants, l'enthousiasme des jeunes, les conditions atmosphériques favorables, le plan annuel n'a pas été réalisé, ni en qualité, ni en quantité. Est-ce à dire que c'est une faillite et que l'exécution du plan quinquennal en est menacé ? Là il faut opérer une discrimination plus serrée. Pour l'industrie proprement dite, la production globale a dépassé, en volume, les prévisions du plan quinquennal ; mais, cette production est en somme trop chère. Dans toutes les branches la baisse des prix de revient est fort au-dessous (50 % en moyenne) de ce que l'on comptait obtenir. Ce fait a eu sa répercussion sur tout l'édifice financier. Le résultat a été une inflation assez alarmante. Et, en même temps, les conditions de vie ont été loin de s'améliorer. Au lieu d'une baisse escomptée de 2,5 % dans le coût de la vie, ce dernier s'est accru de 13 %.

Or, il faut bien se rendre compte que le plan quinquennal ne comporte pas seulement l'équipement industriel du pays ; il vise aussi à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population. L'expérience de cette année, comme celle de 1929, démontre que le premier objet du plan quinquennal, c'est-à-dire l'équipement industriel sera à peu près obtenu, non seulement dans les délais prévus primitivement, mais peut-être plus vite. Quant au second objet, le développement du bien-être, il est à peu près exclu que l'amélioration prévue par le plan quinquennal puisse être obtenue. Ces deux années, les restrictions dans la consommation se sont fait sentir durement et la période d'ascétisme se prolongera certainement davantage qu'on ne l'avait pensé.

Examinons maintenant la situation respective des diverses branches de la vie économique. En ce qui concerne l'agriculture, nous sommes amenés à constater deux faits d'importance capitale : le progrès de la collectivisation et le résultat satisfaisant de la récolte. La collectivisation des fermes paysannes ne s'est pas opérée sans à-coups. Poussée au début de l'année avec la plus grande énergie, et dans bien des cas, avec accompagnement de violences, elle subit un temps d'arrêt au printemps après les

conseils de calme donnés par *Staline* dans son fameux article « Grisés par le succès ». Après cette semonce aux extrémistes, on observe que beaucoup de paysans entrés à contre-cœur dans les fermes collectives, les quittaient au plus vite. Mais, à la fin de l'année, certains d'entre eux recommencèrent à se joindre à des groupements qui leur semblaient offrir des avantages intéressants. Au total, après tous ces flux et reflux, la proportion des exploitations collectivisées était d'environ un cinquième de l'ensemble des fermes paysannes, alors qu'elle n'en dépassait guère le vingtième l'an passé. Bien que les procédés employés pour faire entrer certains paysans dans les exploitations collectivisées aient soulevé un fort mécontentement, celui-ci ne s'est pas traduit comme en 1920 et 1921 par une diminution générale des surfaces ensemencées. Au contraire, les paysans groupés en fermes collectives ont réussi à compenser la défaillance des exploitations riches et aisées et le total des surfaces ensemencées (128 millions d'hectares) a sensiblement dépassé celui de 1929 et celui d'avant-guerre, ceci pour la première fois depuis la révolution. C'est là un fait capital et qui n'a pas été pour peu dans le succès de la récolte. Celle-ci a été d'une honnête moyenne au point de vue du rendement à l'hectare. De plus, il n'y a pas eu de destruction complète des semailles d'hiver sur des surfaces considérables comme les deux années précédentes. Le résultat global a donc été très satisfaisant. Pour les céréales, les quantités récoltées ont dépassé d'environ 20 % celles de 1929, l'excédent par rapport à l'année précédente a été de 15 ou 16 millions de tonnes, soit environ le double d'une récolte française moyenne.

Ces deux événements réunis : collectivisation et bonne récolte ont certainement affirmé la situation des dirigeants qui se sentent autorisés maintenant à reprendre la marche en avant vers la collectivisation et à obtenir en 1931 la formation en collectives de la moitié des fermes paysannes. Dans ce plan de développement agricole une part importante est réservée à la reconstitution du cheptel qui a très fortement diminué ces deux dernières années (de plus d'un cinquième).

Le développement industriel a continué en 1930 sensiblement au même rythme que l'année précédente. L'augmentation globale de la production industrielle a été de 25 % au cours de l'exercice 1929/30. Les efforts faits au cours du 4^e trimestre de 1930 ont peut-être un peu relevé cette proportion, mais, quoi qu'il en soit, le rythme prévu dans le plan annuel : 32 % n'a pas été atteint et c'est ce qui explique la petite crise de pessimisme du mois de septembre, laquelle s'est terminée aux dépens de *Syrtsou* et de son groupe.

Les prix de revient ont baissé de 7 %, ce qui est considéré comme insuffisant en face des 11 % prévus ; cela est dû en grande partie à ce que la productivité individuelle n'a augmenté que de 10 % au lieu des 25 % prévus.

La tendance prévaut toujours à donner une impulsion de plus en plus forte à l'industrie lourde, c'est-à-dire celle qui fournit les moyens de production: produits mi-ouvrés, machines, etc. Cette tendance est si accentuée, que la production des marchandises destinées à la consommation immédiate: chaussures, articles de ménage, tissus... reste déficitaire. Ceci est particulièrement net dans l'industrie des cotonnades où la production a diminué de 15 % étant donné que les dirigeants ont estimé qu'il « n'était pas possible » d'accroître les achats de coton étranger sans jeter le trouble dans la balance du commerce extérieur déjà négative cette année.

Le travail est si énergiquement poussé dans certaines branches que des craintes commencent à se manifester au sujet de l'approvisionnement en matières premières et produits mi-ouvrés. En effet, des branches fondamentales comme les charbonnages, les scieries, la chimie, les matériaux de construction n'arrivent pas à suivre le rythme forcené des autres industries. Aussi, un effort considérable est-il exigé de ces branches retardataires qui ont cependant sensiblement dépassé le niveau de production d'avant-guerre. L'intensité de cet effort est particulièrement mis en évidence dans le programme complémentaire établi pour le trimestre spécial — octobre-décembre 1930. Il a été décidé en effet de reporter le début de l'année économique au premier janvier, c'est-à-dire de le faire coïncider avec le début de l'année civile, ce qui n'était pas fait uniquement pour la commodité des bilans, mais pour tâcher de compenser par une activité renforcée dans ces trois mois le manque à gagner noté au cours de l'exercice 1929/1930.

Pendant ce trimestre spécial, on a apporté une attention spéciale aux branches retardataires: charbonnages et grands travaux en particulier. En effet, les grands travaux projetés pour l'exercice 1929/1930 avaient subi des retards importants. Les prévisions annuelles qui se montaient à 4 milliards de constructions nouvelles ou de remises en état, n'ont été effectuées que dans la proportion de 63 % et même moins en volume effectif, car le coût de la construction a baissé sensiblement moins qu'on ne l'avait prévu (5 % au lieu de 14 %). Malgré ce retard l'augmentation de capital industriel a été de 21 % au lieu de 13 % en 1928/1929. Presque toute cette augmentation revient à l'industrie lourde dont le capital initial s'est accru de 30 % pendant que la proportion n'était que de 3,6 % pour l'industrie légère. Ceci montre bien dans quel sens se font les investissements dans les nouvelles constructions.